



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MAPA DE PRESTATIONS DE SERVICES SYLVICOLES

(Travaux manuels de dégagements de plantation)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

(Passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE n° 2025-7302-002

Objet de la consultation

Le présent accord-cadre (MAPA) a pour objet la réalisation de prestations de services sylvicoles (travaux manuels de dégagements de plantation) pour l'Agence Travaux de La Réunion.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction Régionale de La Réunion
Agence Travaux de la Réunion
7 impasse Bonaparte
CS 22114 LE TAMPON

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Adrien FRANCK, Directeur de L'Agence Travaux de la Réunion à de l'Office National des Forêts.

1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Régionale de la Réunion, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 00802 dont le siège est Boulevard de la Providence CS 71072 – 97404 Saint Denis Cedex

1.2. Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire du marché est M Adrien FRANCK, Directeur de l'Agence Travaux de l'Office national des forêts de la Réunion.

1.3. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est :

M. Adrien FRANCK
Agence Travaux Réunion
7 Impasse Bonaparte CS 22114
97851 le Tampon Cedex
Téléphone : 06.92.34.52.05 – Email : adrien.franck@onf.fr

1.4. Personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique

M. Adrien FRANCK
Agence Travaux Réunion
7 Impasse Bonaparte CS 22114
97851 le Tampon Cedex
Téléphone : 06.92.34.52.05 – Email : adrien.franck@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements et personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner ces renseignements est :

l'Agent Comptable Secondaire de l'ONF,
Boulevard de la Providence - CS 71072 - 97404 saint Denis
Email : compta.onf-reunion@onf.fr

2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de services sylvicoles (travaux manuels de dégagements de plantation) pour l'Agence Travaux de La Réunion.

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations de services forestiers dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F – mai 2022.

Les prestations effectuées dans le cadre de ce marché doivent être réalisées conformément aux dispositions du Cahier National des Prescriptions des Travaux et Services Forestiers (CNPTSF). Ce document de référence rassemble l'ensemble des prescriptions s'appliquant aux travaux et services forestiers (hors exploitation des bois).

Les prestations sont réalisées conformément aux stipulations du présent CCATP et du dossier de consultation.

Chaque titulaire doit être en mesure de satisfaire les besoins de l'ONF pour l'ensemble des prestations prévues dans chacun des lots du présent accord-cadre qui lui sont notifiés.

3. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique

3.1.1. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 7 lots, chacun donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous :

Lots	Prestations Principales	Quantité annuelle minimale de commande	Quantité annuelle estimée de commande	Lieux d'exécution
1	Dégagements des plants dans les forêts des Hauts sous le vent	0	6 hectares	Hauts Sous le Vent (Maido -Tevelave)
2	Dégagements des plants dans les forêts des Makes / Etang Salé	0	1 hectare	Les Makes et l' Etang Salé
3	Dégagements des plants dans les forêts de la Plaine des Cafres	0	1 hectare	Plaine des cafres (Bourg Murat)
4	Dégagements des plants dans les forêts de Cilaos	0	1 hectare	Cilaos
5	Dégagements des plants dans les forêts de l'Est de l'île	0	1 hectare	Plaine des palmistes, Bébour / Bélouve
6	Dégagements des plants dans les forêts de Salazie	0	1 hectare	Salazie
7	Dégagements des plants dans les forêts de Saint Philippe	0	1 hectare	Saint Philippe

3.1.2. Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Chacun des lots est attribué à un seul et même soumissionnaire.

3.2. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- une attestation d'assurance responsabilité civile, un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du commerce ou au registre des métiers,
- le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

3.3 Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

3.4 Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles et les variantes ne sont pas autorisées.

4. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix Unitaires au présent marché ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Techniques Particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- le Cahier National des Prescriptions des Travaux et Services Forestiers (CNPTSF) et les Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– dans sa dernière version actualisée ;
- les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

A noter, les Clauses Générales d'Achat de prestation de services forestiers en forêt domaniale étant réputées connues par les opérateurs économiques, elles ne sont pas matériellement jointes au dossier de consultation. Néanmoins, elles sont disponibles sur le site internet onf.fr/rubrique professionnels.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

5.1. Pour tous les chantiers :

Les quantités auxquelles s'appliquent les prix unitaires consentis sont précisées sur chaque bon de commande. Tous ces chantiers sont à chiffrer en ha.

Si pour une raison quelconque (zones humides, chablis...) une zone ne pouvait être réalisée, l'entreprise doit en aviser le responsable ONF afin de modifier les quantités en conséquence.

Les transferts sont assurés par l'entreprise sans avoir recours aux personnels de l'ONF.

Le titulaire a une obligation de résultat et pas de moyen. Il a le choix de ses outils. Les matériels nécessaires à la réalisation de ces travaux seront de préférence : débroussailleuses, tronçonneuse de sylviculture, perches mécaniques, sécateur, croissants.

Le titulaire assure la présence d'un même correspondant de chantier tout au long du chantier. Ce correspondant de chantier sera l'interlocuteur de l'ONF et il devra s'assurer de la bonne compréhension des prescriptions par les différents personnels présents sur le chantier. Dans la mesure du possible, l'entreprise affectera sur l'ensemble de la durée du chantier, les mêmes ouvriers.

Si le correspondant de chantier de l'entreprise devait être absent, l'entreprise doit désigner un autre correspondant de chantier et prévenir immédiatement l'ONF de ce changement. L'ONF pourra ainsi s'assurer de la bonne compréhension des prescriptions par les intervenants.

Un bac de rétention doit être dans le véhicule du chauffeur de l'entreprise. En cas de fuite ou problème mécanique, ce bac doit immédiatement être utilisé afin d'éviter toute pollution.

Le prescripteur se laisse la possibilité de demander au titulaire, sur tous les chantiers de dégagement, d'apporter un soin cultural (élagage, taille de formation) sur 20 à 25 tiges par hectare en plus de l'opération de dégagement proprement dite, cette prestation doit être incluse par le candidat dans son offre tarifaire au sein du BPU.

Les prestations réalisées devront par ailleurs respecter les règles des articles suivants, établies par grand type de prestation.

5.2. Dégagement de plantation en plein

Les plantations seront dégagées en plein (toute la surface de la parcelle occupée par la plantation). Les essences « objectif » ainsi que les essences d'accompagnement à conserver seront indiquées dans le bon de commande pour chaque lot, éventuellement accompagné de fiches de consignes spécifiques.

Le travail est demandé « **rez-terre** ». La nature de la végétation concurrente dominante est précisée dans le bon de commande. Certains végétaux ligneux pourront être maintenus sur demande expresse du représentant local de l'ONF, responsable du suivi du chantier.

Certains plants sont identifiés individuellement par un tuteur : lors du dégagement, l'entreprise devra effectuer un entretien des tuteurs (repositionnement des tuteurs déstabilisées ou couchées), dans le cadre des « conditions de base » prévues.

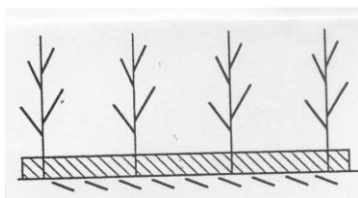
5.3. Dégagement de plantation localisé

Dans le cas des dégagements de plantations localisés, le dégagement sera à réaliser uniquement autour des plants, dans un rayon au moins égal à la hauteur de la végétation concurrente.

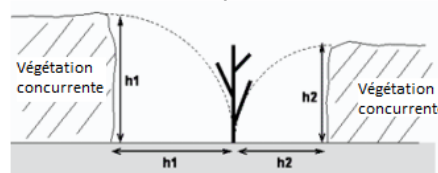
Les végétaux coupés ne devront pas recouvrir la pousse terminale et la tige principale des plants. Ils devront être déposés dans les interlignes, les cloisonnements ou zones vides en cas d'abondance.

Certains plants sont identifiés individuellement par un tuteur : lors du dégagement, l'entreprise devra effectuer un entretien des tuteurs (repositionnement des tuteurs déstabilisées ou couchées), dans le cadre des « conditions de base » prévues.

Cas du dégagement en plein

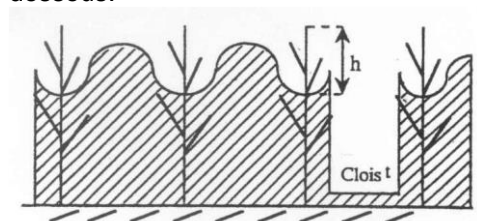


Cas du dégagement sur la ligne ou localisé autour du plant/semis



5.4. Dégagement manuel de plantation à hauteur avec maintien du gainage

L'intervention consiste à favoriser les essences plantées en contrôlant le reste de la végétation, sans systématiquement l'éliminer, mais en favorisant son rôle de bourrage, selon le schéma présenté ci-dessous.



Il s'agit de rabattre la végétation herbacée ou ligneuse autour des plants de telle façon que la hauteur « **h** » soit mise en lumière tout en conservant un gainage d'essences d'accompagnement en partie inférieure ; **en aucun cas la « cheminée » ainsi créée ne devra avoir un diamètre inférieur à 0,80 m.**

« **h** » étant la règle de sylviculture : 1/3 de dégagement, 2/3 de gainage, soit « **h** » = 1/3 de la hauteur de la tige travaillée.

Les lianes et autres graminées rampantes concurrentes du semis devront être arrachées.

Certains plants sont identifiés individuellement par un tuteur : lors du dégagement, l'entreprise devra effectuer un entretien des tuteurs (repositionnement des tuteurs déstabilisés ou couchés), dans le cadre des « conditions de base » prévues.

5.5. Dégagement manuel de régénérations naturelles, en plein ou localisé

Dégagement en plein rez de terre :

L'intervention consiste à éliminer de façon systématique toute la végétation concurrente.
La nature de la végétation concurrente dominante est précisée dans le bon de commande.

Le dégagement manuel consiste dans la coupe de la végétation concurrente. Mais aussi dans l'arrachage à la main ou à l'aide d'une bêche dans le cas de certaines graminées rampantes (Kikuyu, Trainasse...) et des lianes.

- Pour les dégagements demandés avec maintien du gainage, l'objectif est d'obtenir une hauteur de **30 à 80 cm selon les chantiers** entre la tête des semis et la végétation concurrente (cette hauteur sera spécifiée par le représentant local ONF responsable du suivi du chantier).
- Pour les dégagements spécifiés « **rez-terre** », une coupe de la végétation concurrente au plus près du sol est demandée.

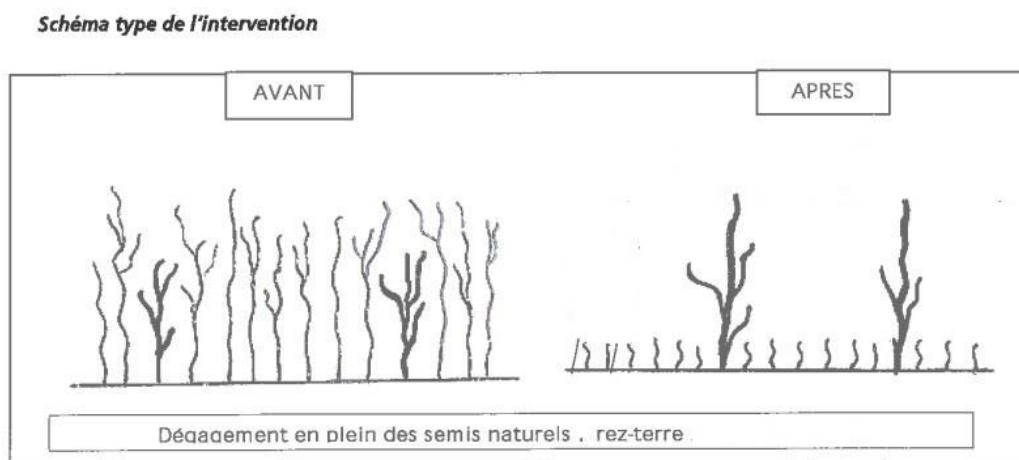
Certains végétaux ligneux pourront être maintenus sur demande expresse du représentant local de l'ONF responsable du suivi du chantier.

Les végétaux coupés ne devront pas recouvrir la pousse terminale et la tige principale des jeunes semis/plants. Ils devront être déposés dans les interlignes, dans les cloisonnements ou zones vides en cas d'abondance.

Le travail sera réalisé en plein ou localisé, par tâches préalablement indiquées par le représentant local de l'ONF responsable du suivi du chantier.

Dans les cas où les parcelles présentent à la fois des zones de régénération naturelles et des zones plantées, la répartition de ces zones sur la parcelle sera préalablement indiquée par le représentant local de l'ONF responsable du suivi du chantier.

Dégagement en plein rez-terre :



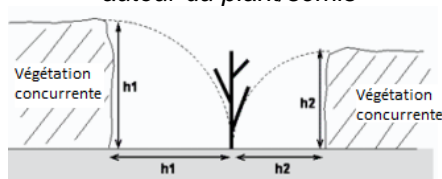
Dégagement localisé rez de terre:

Hauteur de la régénération comprise entre 0 – 1.50m : travailler un collectif autour d'un super vital tous les 2m : 1000 points d'impact/HA

Hauteur de la régénération comprise entre 1.50m – 3 m : travailler une tige super vital tous les 3m : 500 tiges/HA

Le dégagement sera à réaliser uniquement autour des plants, dans un rayon au moins égal à la hauteur de la végétation concurrente. Le travail consiste à couper rez de terre l'ensemble de la végétation et à arracher à la main ou à l'aide d'une bêche certaines graminées rampantes (Kikuyu, Trainasse...) et lianes.

*Cas du dégagement sur la ligne ou localisé
autour du plant/semis*



Dégagement localisé avec maintien du gainage

Hauteur de la régénération comprise entre 0 – 1.50m : travailler un collectif autour d'un super vital tous les 2m : 1000 points d'impact/HA

Hauteur de la régénération comprise entre 1.50m – 3 m : travailler une tige super vital tous les 3m : 500 tiges/HA

Le dégagement sera à réaliser uniquement autour des plants, dans un rayon au moins égal à la hauteur de la végétation concurrente.

Il s'agit de rabattre la végétation herbacée ou ligneuse autour des plants de telle façon que la hauteur « h » soit mise en lumière tout en conservant un gainage d'essences d'accompagnement en partie inférieure ; **en aucun cas la « cheminée » ainsi créée ne devra avoir un diamètre inférieur à 0,80 m.**

« h » étant la règle de sylviculture : 1/3 de dégagement, 2/3 de gainage, soit « h » = 1/3 de la hauteur de la tige travaillée.

Les lianes et autres graminées rampantes concurrentes du semis devront être arrachés.

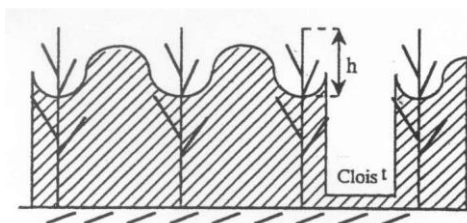
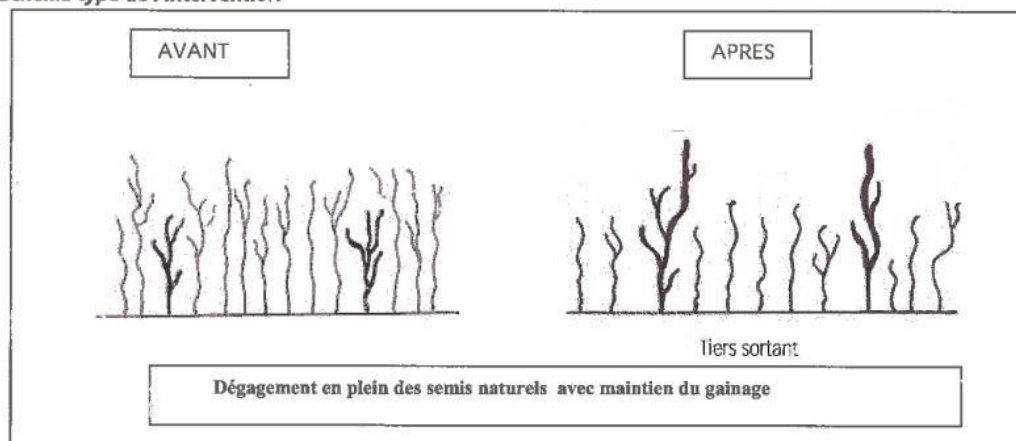


Schéma type de l'intervention



La taille de formation :

Il peut être judicieux d'associer une taille de formation lors de ce passage. Cette opération, trop souvent négligée, prive le peuplement d'une vraie plus-value. L'investissement est presque toujours justifié.

La taille de formation vise à conduire au mieux la dominance apicale (prédominance du bourgeon terminal qui forme l'axe principal de la tige par rapport aux bourgeons latéraux) pour obtenir un fût droit et unique, le plus long possible, par défouillage et suppression des branches latérales trop vigoureuses.

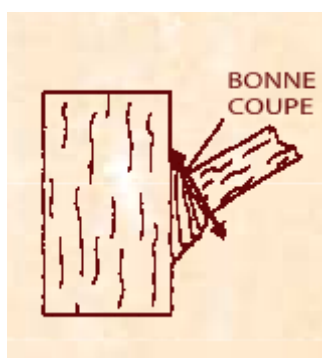
La taille de formation consiste à supprimer les fourches et les grosses branches concurrençant le tronc (ou tige principale) ou compromettant la rectitude de celui-ci.

On s'occupe de la cime de l'arbre et de sa tige. Il ne faut pas confondre la taille de formation avec l'élagage, qui concerne uniquement les branches basses.

Cette intervention concerne uniquement des tiges dominantes, vigoureuses et bien conformées (super-vitaux).

Cette intervention lorsqu'elle est demandée concerne un travail supplémentaire sur **20 à 50 tiges/ha**.

La taille doit être effectuée de façon à épargner le bourrelet cicatriciel, caractérisé par une « fissure » de l'écorce, mais sans laisser de chicot.



Un petit sécateur ou un sécateur à long manche sont les outils à utiliser pour cette opération. En aucun cas, cette opération ne doit être réalisée au sabre.

5.6. Liste des critères pouvant être repris dans les bordereaux des prix unitaires :

Dégagement de régénération naturelle ou de plantation :

Critères pouvant entraîner la pondération	Descriptions :
Accessibilité du chantier	Début du chantier >500m depuis la desserte carrossable
Taille du chantier	< 0,5ha
Difficultés liées au terrain (pente)	> 30%

Un chantier de base correspond à une surface supérieure à 0,5ha, avec une pente moyenne inférieure à 30% et une distance d'accès inférieur ou égale à 500 mètres.

Pour les chantiers qui présentent des difficultés particulières générant un coût supplémentaire de réalisation, la majoration est la suivante :

Un critère de difficulté : + 10%

Deux critères de difficultés : + 20%

Trois Critères de difficultés et plus : + 30%

Les critères ne sont pas cumulatifs.

6. DISPOSITIONS CONCERNANT LA SECURITE ET LES MOYENS EN MATERIEL DU TITULAIRE

6.1. Prévention des accidents du travail et des risques professionnels

Le titulaire veillera au respect des principes généraux de prévention des risques professionnels définis par la loi n° 91-1414 du 31/12/1991 (article L.4121-2 et suivants du Code du Travail).

Il devra également respecter le décret 2016-1678 du 5 décembre 2016 relatif aux règles d'hygiène et de sécurité sur les chantiers forestiers et sylvicoles (compétences, EPI...).

Le titulaire déclarera à la Direccte et à la Mairie les chantiers sylvicoles > 4 ha. Il signalera ces chantiers en plaçant un panneau en bordure du chantier, comportant le nom, la dénomination sociale de l'entreprise et son adresse. (Article L718-9 et R718-27 du code rural et de la pêche maritime)

Par ailleurs, pour des raisons de sécurité, la durée du travail sur le chantier devra respecter la réglementation en vigueur.

6.2. Prévention des risques de coactivité

Dès lors où plusieurs entreprises interviendront simultanément ou successivement, le donneur d'ordre assurera une coopération entre les entreprises intervenantes (y compris s'il y a lieu avec les sous-traitants concernés) de manière que puissent être mis au point d'un commun accord le programme prévisionnel des travaux, les mesures d'organisation du chantier, et les mesures de sécurité spécifiques destinées à prévenir les risques de coactivité. Ces éléments seront annexés à la fiche de chantier.

6.3. Signalisation des chantiers

Le titulaire s'engage à assurer une signalisation appropriée du chantier et à prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires à l'égard des personnes et des biens, en conformité avec la réglementation en vigueur et en particulier le décret 2016-1678 du 5 décembre 2016 : panneaux spécifiques sur tous les accès afin d'avertir que l'accès est dangereux et interdit au public. Le cas échéant, la signalétique sur la place de dépôt est également de la responsabilité de l'entreprise qui fera le nécessaire auprès des transporteurs pour qu'ils se chargent de la maintenir en place.

6.4. Environnement du chantier

Lorsque des travaux sont prévus à proximité de routes ouvertes à la circulation publique ou d'installations diverses (lignes aériennes ou souterraines, canalisations d'eau ou de gaz, voies ferrées, bâtiments...), le titulaire doit effectuer à sa charge les démarches réglementaires (déclaration d'intention de commencement de travaux, demande d'autorisation de voirie...), avant d'engager les travaux.

6.5. Equipements de travail

Les équipements de travail, notamment les tronçonneuses et débroussailleuses, les tracteurs et engins divers utilisés sur les chantiers doivent être d'un modèle homologué et équipés de tous les dispositifs de sécurité prévus par la réglementation en vigueur.

6.6. Carburants - Lubrifiants

Le titulaire doit :

- a) en cas d'utilisation de carburants et de lubrifiants, afin d'empêcher les déversements dans le milieu naturel, posséder :
 - du matériel de stockage, de remplissage et de récupération des huiles et hydrocarbures ;
 - des produits ou kits absorbants.

Le stockage et la manipulation des hydrocarbures doivent s'effectuer avec un bac de rétention de contenance suffisante au regard de la capacité des conteneurs.

b) utiliser systématiquement, pour les huiles de scies à chaîne (tronçonneuses et abatteuses), les huiles deux temps et les huiles hydrauliques, des lubrifiants biodégradables satisfaisant aux critères et exigences de l'éco-label européen, conformément aux engagements pris par l'ONF dans le cadre de sa politique environnementale.

c) en cas de pollution, prévenir immédiatement à la fois les services préfectoraux compétents, l'autorité municipale et le pouvoir adjudicateur.

6.7. Sanction en cas de non-respect des règles de sécurité

En cas de non-respect d'une des règles de sécurité précisées ci-dessus ou au cas où la conduite du chantier crée des risques soit pour le titulaire ou ses salariés, soit pour les tiers, l'ONF demandera au titulaire de mettre fin à cette situation dans les plus brefs délais et pourra le cas échéant résilier le contrat.

En cas de situation présentant un danger grave et imminent (ex : fort vent, visibilité réduite...) pour le personnel présent sur le chantier ou pour les tiers, le prestataire est responsable, pendant l'exécution, de la sécurité des chantiers (au sens large) et il doit tout mettre en œuvre pour ce faire, y compris de ne pas réaliser le chantier, en informant simultanément le commanditaire (lieu, date et raisons motivants cette suspension, puis reprise).

6.8. Information quant à l'avancement de la réalisation des chantiers

Le titulaire devra informer l'émetteur du bon de commande à chaque changement de chantier. Pour les chantiers ayant une durée supérieure à trois jours, un point sur l'avancement devra être fait tous les trois jours.

6.9. Travail les Dimanches et jours Fériés – Travail de Nuit

Le travail les dimanches et jours fériés et le travail de nuit (de 21 h à 6 h) sont interdits.

7. MISE EN CHANTIER - CONTROLE - ADMISSION, RECEPTION

Le responsable des travaux, dont le nom figure sur le bon de commande, est la seule personne mandatée pour donner des consignes aux prestataires pendant toute la durée du chantier. Il peut également solliciter des commandes complémentaires, qui feront l'objet de nouveaux bons de commande (BDC).

Les prestations sont réalisées sous le contrôle du pouvoir adjudicateur ou de son représentant. A cet effet, les mises en chantier ou visites préalables seront faites obligatoirement avec le responsable travaux.

Le prestataire avisera impérativement ce responsable travaux du commencement du chantier, au maximum 2 jours ouvrés avant le début de celui-ci. Il devra se conformer aux indications fournies en début et en cours de chantier, en particulier aux consignes particulières de la fiche de chantier qui sont jointes au bon de commande.

L'obtention des autorisations d'utilisation des voies d'accès et de travaux sur les terrains privés et publics est assurée par le titulaire.

Le prestataire avisera l'ONF de la date d'achèvement des services au maximum 2 jours ouvrés après la fin de ceux-ci. Le prestataire et le conducteur réceptionnaire des travaux mentionné dans le bon de commande procéderont ensemble aux opérations de réception dans un délai maximum d'une semaine (5 jours ouvrés) après la date d'achèvement.

La réception définitive ne pourra être prononcée que lorsque toutes les réserves éventuelles formulées lors des opérations préalables à la réception auront été levées et que tous les documents conformes à l'exécution des services auront été remis par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur procédera au règlement du titulaire au vu d'une facture établie sur la base de la réception définitive.

En cas de non-respect des stipulations techniques prévues au contrat ou si la qualité du travail effectué par le titulaire est jugée insuffisante, le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire qui doit prendre toutes les mesures pour remédier au problème.

Passé le délai contractuel, sauf en cas d'accord de prolongation de la part du pouvoir adjudicateur, les pénalités prévues seront appliquées, les dommages éventuels subis par le pouvoir adjudicateur du fait de la défaillance du titulaire seront indemnisés par ce dernier et le contrat pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur.

8. REMISE EN ETAT

Les équipements ou les peuplements endommagés ou détruits du fait de l'intervention du titulaire seront remis en état ou remplacés aux frais de celui-ci.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux sont compris dans les délais d'exécution.

En cas de retard, les opérations de remise en état seront faites aux frais du titulaire après mise en demeure par lettre recommandée, avec application d'une pénalité de retard de 80 € (quatre-vingts euros) par jour de retard.

9. CONDITIONS GENERALES D'INTERVENTION

Les travaux effectués dans le cadre de ce marché doivent être réalisés conformément aux dispositions du Cahier National des Prescriptions des Travaux et Services Forestiers (CNPTSF).

Tout dommage causé lors du chantier, y compris à des propriétés riveraines, doit être déclaré sans délai par le titulaire à l'ONF.

De même, si l'ONF constate que les travaux portent atteintes aux peuplements ou aux équipements, le titulaire en est informé dans les meilleurs délais et doit prendre toutes les mesures nécessaires pour remédier au problème.

Si les dégâts constatés menacent l'avenir des peuplements, l'ONF peut ordonner la suspension de tout ou partie des travaux.

En cas de détérioration de certains équipements particulièrement importants pour les usagers ou la protection de la forêt, l'ONF peut demander une remise en état immédiate (rétablissement d'un accès, réparation d'une clôture de protection contre le gibier, rétablissement de l'écoulement des eaux, remise en place de bornes ou de barrières...).

En cas de persistance des problèmes, dûment constatés, le contrat peut être résilié par le pouvoir adjudicateur selon la procédure indiquée aux Clauses Générales d'Achat.

10. IMPLANTATION DES SERVICES COMMANDES

Les limites d'intervention des titulaires pour les prestations commandées ne seront pas matérialisées. En effet, les descriptions de la fiche de chantier sont considérées comme suffisamment précises pour permettre au titulaire de repérer correctement les limites à respecter. Sur demande du titulaire, une reconnaissance préalable avec le représentant du pouvoir adjudicateur permettra de fixer ces limites.

11. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Voir au paragraphe 4 ci-dessus.

12. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

12.1. Exécution par émission de bons de commande

12.1.1. Passation des commandes

Les commandes de prestations de services sylvicoles sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire, dans les conditions prévues à l'article 3-1 des clauses générales d'achat de prestations de services sylvicoles en forêt publique.

Pour proposer une commande, la personne en charge de l'exécution du présent marché ou son représentant contacte le titulaire par téléphone pour connaître sa disponibilité. Le résultat de l'échange est ensuite tracé par un courriel de confirmation.

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, l'ONF considèrera l'acceptation de la commande par l'ETF.

En cas d'indisponibilité du titulaire, l'ONF tracera par écrit l'indisponibilité de l'ETF et fera réaliser les prestations par une autre entreprise.

Les commandes peuvent être émises jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Les commandes émises en fin de contrat pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des propositions de commande sera de 2 mois.

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

12.1.2. Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

12.1.3. Suspension d'un bon de commande

Les modalités de suspension d'un bon de commande sont régies par les dispositions de l'article 9.2. des CGA.

12.1.4. Résiliation d'un bon de commande

Les modalités d'interruption d'un bon de commande sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

12.2. Sollicitation exceptionnelle

Dans l'hypothèse où le(s) titulaire(s) d'un lot d'un marché de l'ONF Réunion n'est (ne sont) pas disponible(s) et en mesure de satisfaire une commande de l'ONF, ou en cas de besoin ponctuel de renfort, le titulaire du présent marché peut se voir confier des chantiers dans un autre périmètre géographique de la direction régionale de La Réunion.

Le titulaire reste libre d'accepter ou de refuser cette commande.

12.3. Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des clauses générales d'achat.

12.4. Evaluation des chantiers

Durant l'exécution de ce marché, une évaluation de la qualité de chaque chantier sera effectuée, dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue entre l'ONF et ses cocontractants. Cette évaluation sera également utilisée en tant que sous-critère de notation de la valeur technique pour les prochaines consultations.

Après chaque chantier, l'ONF évaluera la prestation du titulaire selon les quatre critères suivants :

- Conformité au cahier des charges
- Respect délai exécution
- Respect prescriptions fixées au CNPTSF
- Respect réglementation fiscale et sociale

L'évaluation faite sera communiquée au titulaire sur simple demande.

12.5. Huiles biodégradables - contrôles

Durant l'exécution de ce marché, des analyses d'huiles peuvent être faites par le pouvoir adjudicateur ou son représentant afin de vérifier les informations inscrites au sein du mémoire technique.

En cas de déclaration inexacte, le pouvoir adjudicateur pourra prendre les sanctions nécessaires qui vont de l'arrêt du chantier dans l'attente de la mise en conformité, la suspension temporaire du marché (de 1 à 12 mois), à la résiliation du marché.

En cas de déclaration inexacte, le coût de l'analyse sera déduit du montant dû par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

13. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

13.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

13.2. Forme et contenu des prix

13.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires, annexe de l'Acte d'Engagement de l'accord-cadre.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées :

- Les prix unitaires indiqués au BPU auxquels s'appliquent une possible majoration ;(art 5.6 du présent CCATP).

13.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

13.3. Variation dans les prix

Les prix sont révisibles dans les conditions prévues à l'article 2-2 et annexe 1 du Cahier des clauses générales d'achat de services forestiers en forêt domaniale.

ANNEXE 1 Indices de révision du prix de base et formule

Les prix sont révisés selon les modalités suivantes :

Les prix fixés au bordereau de prix unitaires sont révisibles une fois par an, au premier janvier selon la méthode dite "révision en chaîne", en appliquant à chaque poste du bordereau des prix unitaires un coefficient de révision calculé à trois décimales par excès, selon la formule définie ci-dessous.

Le calcul de la révision est effectué par le donneur d'ordre qui en communiquera le résultat au titulaire. Il appartiendra au titulaire de produire le bordereau des prix révisés à l'appui de sa première facture.

La formule est la suivante: $P = Po \cdot [0,15 + 0,85 (a \cdot \text{Mat/Mato} + b \cdot \text{E/Eo} + c \cdot \text{MS/MSo})]$

P : Prix hors taxe révisé à l'année n

Po : Prix hors taxe précédant l'année de reconduction

a, b, c : Poids relatif des différents indices (voir tableau ci-dessous)

Dans tous les cas, la somme a + b + c doit être égale à 1.

	Indices	Prestations mécanisées	Prestations manuelles
a	Matériels agricoles (Mat)	0,60	0,15
b	Energie et lubrifiant (E)	0,20	0,15
c	Masse salariale et cotisation (MS)	0,20	0,70

La valeur des indices de révision est celle des derniers indices connus (mensuels ou trimestriels) au premier janvier.

La valeur des indices de base est celle des mêmes indices un an auparavant.

Nom de l'indice :	Identifiant :	Lien vers le site INSEE :
Prix d'achat des moyens de production agricole – Matériel Agricole (Mat)	010539152	https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010539152
Energie et lubrifiants (E)	010539009	https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010539009
Salaires et cotisations (travail du bois, industries du papier et imprimerie) (MS)	010562767	https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010562767

Formule pour les prestations mécanisées :

$P = Po (0,60 \cdot \text{Mat/Mato} + 0,20 \cdot \text{E/Eo} + 0,20 \cdot \text{MS/MSo})$

Formule pour les prestations manuelles :

$P = Po (0,15 \cdot \text{Mat/Mato} + 0,15 \cdot \text{E/Eo} + 0,70 \cdot \text{MS/MSo})$



9200-17-DCC-SAM-001 – version F – mai 2022

page 12 / 14

13.4. Modalités essentielles de paiement

13.4.1. Avance

Aucune avance ne sera versée

13.4.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations et dans les conditions prévues à l'article 6.2 des Clauses générales d'achat de services forestiers.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.
Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

13.4.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF de façon dématérialisée dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro de consultation : 2025-7302-002 ;

- Les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx ou en 47xxxx indiqué sur le bon de commande) ;
- Le nom du service destinataire ;
- Le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- La ou les dates de réalisation des prestations
- Les prix HT, TTC et la TVA ;
- Les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- La date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

13.4.4. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de l'accord-cadre : 2025-7302-002
- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 47XXXX
- Numéro d'identification :
Le SIRET de la DT de l'ONF : 66204311600802
- Numéro de service exécutant :
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

13.4.5. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

13.4.6. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours maximum.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- Si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- Si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- Si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

13.4.7. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

14. PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 8 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale.

14.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

14.2. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

14.3. Délai d'exécution

En cas d'intempéries, le titulaire aura la charge d'avertir le pouvoir adjudicateur qui produira un ordre de service de suspension des travaux.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre les travaux s'il considère que les conditions climatiques ne sont pas conciliables avec une bonne qualité des travaux. Il peut également interdire temporairement les travaux lorsque la sécurité des personnes, la préservation des peuplements ou des équipements ne sont plus correctement assurées.

Une prorogation de délai d'exécution peut alors être accordée au titulaire. Un ordre de service définira la date de reprise des travaux.

Si du fait du titulaire, les travaux ne sont pas terminés à la date d'expiration du délai contractuel d'exécution (délai éventuellement prorogé), des pénalités de retard peuvent être imputées au titulaire (article 8-1-1 des CGA). Le délai de réalisation contractuel sera celui indiqué lors de la commande.

Les jours ouvrables sont seuls décomptés comme jours de retard, sauf dans l'hypothèse où, pour des raisons d'urgence impérieuse, le travail du dimanche et des jours fériés aurait été autorisé.

14.4. Eviction temporaire d'un titulaire

L'ONF se réserve la possibilité, sans indemnité, d'évincer durant 12 mois au maximum l'un des titulaires de l'accord-cadre qui manquerait à ses obligations et engagements notamment à la 2ème exécution défailtante (non-respect des délais du marché, défauts qualitatifs, quantitatifs, non-respect du code du travail, de la lutte contre le travail dissimulé, notamment).

Dans ce cas, l'éviction n'est pas précédée d'une mise en demeure, s'agissant d'une violation caractérisée de son engagement par le titulaire.

Sans préjudice de ces dispositions, les parties sont tenues d'une obligation d'information réciproque quant aux événements de toutes natures susceptibles de retarder l'exécution des prestations. Elles se concertent sur les moyens à mettre en œuvre pour limiter le retard ou recaler les plannings initialement définis.

15. DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

16. ASSURANCE

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

17. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

17.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

17.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité

ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

17.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

17.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr